

Élections européennes 2019 Rassemblement national



Des eurodéputés français d'extrême droite, en 2016, Strasbourg.

Le parti de Marine Le Pen vote à Bruxelles le contraire de ce qu'il prône à Paris

Soutien aux multinationales, désintérêt pour l'écologie, mépris pour les travailleurs... Nous avons passé au crible le bilan des eurodéputés du Rassemblement national : un démenti cinglant de leurs promesses de campagne.

Avec 24 eurodéputés élu-e-s en 2014, le Front national/RN était déjà la première délégation française au Parlement européen.

Qu'ont-ils fait de leur mandat ?

La liste menée par Jordan Bardella, donnée en tête dans les sondages, se pique de vouloir renverser la table face à une Union européenne qui « n'est plus qu'un cimetière de promesses trahies », affirme Marine Le Pen.

En la matière, elle sait de quoi elle parle, tant l'exercice du pouvoir de son parti a systématiquement démenti ses promesses électoralistes.

Si elle se targue de défendre les intérêts des classes populaires, son action à Strasbourg révèle l'incroyable imposture d'un parti qui prétend protéger les plus faibles.

En octobre 2015, alors qu'un enfant européen sur quatre est aujourd'hui menacé de pauvreté ou d'exclusion

sociale, le rapport Zuber rappelle les États à leurs responsabilités en matière d'accès à des services publics de qualité et préconise de renforcer « la quantité des aides sociales destinées spécifiquement aux enfants, mais également aux parents chômeurs ou aux travailleurs pauvres ».

Que votent les FN ? « Contre... »

Le cas de la protection des lanceurs d'alerte est aussi symptomatique.

« Ce sont des personnes courageuses qui révèlent des agissements illégaux ou contraires à l'intérêt général », affirme le parti d'extrême droite.

Pourtant, le 24 octobre 2017, les eurodéputés FN s'opposent au rapport qui vise à protéger les lanceurs d'alerte.

Pire, le 13 avril 2016, ils s'allient au PS et à LR pour voter en faveur de la directive « Secret des affaires », une bombe contre les lanceurs d'alerte au profit des lobbies industriels et des multinationales.

Quand le RN se couche devant les multinationales...

Sur la lutte contre l'évasion fiscale, le RN n'a pas brillé par sa combativité.

Le 16 décembre 2015, après le scandale des LuxLeaks, une résolution est adoptée «en vue de favoriser la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôt sur les sociétés au sein de l'UE».

Les eurodéputés FN s'abstiennent...

Idem sur la désindustrialisation. En 2016, l'annonce de la fermeture de Caterpillar en Belgique et Alstom à Belfort avait suscité le vote d'une résolution pour des solutions de lutte contre la désindustrialisation.

À l'exception de Florian Philippot, tous les élus FN ont voté contre.

Même fiasco sur les accords de libre-échange.

Au printemps 2015, Marine Le Pen se présente comme la principale opposante au Tafta.

Dix jours plus tard, lors d'un vote stratégique entérinant des mécanismes d'arbitrage qui instituent une justice privée à la solde des multinationales, **Marine Le Pen est aux abonnés absents.**

Même double discours en 2017, au sujet du fameux Ceta, l'accord Europe-Canada.

Si Marine Le Pen consent cette fois à assister en plénière, **elle ne mènera aucune bataille au sein de la commission Commerce international, dont elle est pourtant membre.**

En 2015, le Dieseltgate, lié aux fraudes de Volkswagen, fait l'effet d'une bombe.

Le Parlement décide alors de lancer une commission d'enquête.

Là encore, les élus FN s'y opposent.

Interdiction de la pêche électrique, de l'épandage de pesticides nocifs ou encore des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles...

Les eurodéputés FN ont toujours voté contre, en dépit de leur volonté de repeindre en vert leur projet politique.

Sur le glyphosate, alors que Marine Le Pen s'est prononcée contre son utilisation en janvier dernier, **aucun eurodéputé de son parti n'a voté pour interdire « la production, la vente et l'usage du glyphosate ».**

Quant aux droits des femmes, qu'il s'agisse du congé maternité à 20 semaines ou de l'égalité salariale, **les eurodéputés RN ont voté contre tous les rapports présentés depuis 2014 renforçant les droits des femmes.**

Le RN a aussi été rattrapé par ses guerres intestines. Entre exclusions et départs tonitruants, en cinq ans, ses effectifs ont fondu de 24 à 15 élus.

« La postérité vous maudira ! » lançait Jean-Marie Le Pen pour sa dernière intervention à Strasbourg, après 35 années passées à siéger au Parlement.

Le bilan de son parti politique en faveur des peuples européens ne passera pas non plus à la postérité...

D'après l'Huma du 10/05/2019